

Parce que l'attaque est la meilleure des défenses, les responsables de France TV, Delphine Ernotte, et son homologue de Radio France, Sibyle Veil, ont porté plainte contre les journalistes de CNews, Europe 1, JDD qui ont osé dénoncer cette compromission politique entre service public et parti politique.

Le service public de l'information : 4 milliards d'€

Le sujet fait débat actuellement avec une commission d'enquête à l'initiative du député, Éric Ciotti (UDR), qui va s'interroger sur la partialité politique du service public de l'information qui mobilise un budget de plus 4 milliards d'€. L'ancien président, François Hollande, devrait aussi être entendu, lui qui selon les révélations d'Olivier Schrameck, ex-président du CSA, aurait eu des pressions « *pour prioriser la candidature de Delphine Ernotte à la présidence de France TV* ». Le reportage Complément d'Enquête sur France 2 rend compte d'accusations contre le groupe Bolloré pour masquer toutes les prises de position orientées à gauche d'un service public au service de quelques-uns et qui n'est hélas plus du tout objectif comme leur statut l'impose. Au mois d'octobre, une étude a démontré que France TV comme Radio France pencheraient terriblement à gauche dans leurs chroniques et reportages à plus de 66%. Alors, pourquoi juger d'autres journalistes qui eux sont dans la sphère privée ?

Vers une « labellisation » des médias « corrects » ?

France 2 a dû biffer une grosse partie de leur reportage car l'ARCOM, dans un sursaut objectif, a dû admettre que CNews avait respecter la pluralité de l'information contrairement à l'étude de Reporters Sans Frontières (RSF) qui affirmait le contraire. Dans le même temps, Emmanuelle Macron veut « labelliser » les médias pour exclure ceux qui ne seraient pas « corrects » même si aujourd'hui, il s'en défend. On se croirait revenu au temps de l'ORTF ! La ministre de la Culture, Rachida Dati, est devenue une cible depuis qu'elle avait essayé, sans succès, de fusionner France TV et Radio France dans un but de faire des économies. Les députés de gauche et du centre n'avaient pas eu de mots assez forts pour dénoncer cette « ignominie ». En espérant que les conclusions du rapport d'enquête de l'Assemblée Nationale fasse toute la lumière sur la nébuleuse du service public de l'information...

Partager :

- [Twitter](#)

- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité

[S'abonner à la newsletter](#)